

# réssumé

Le Pays Basque, Nation de tous et pour tous

Stratégie syndicale: Vers une nouvelle société dans un cadre de souveraineté

Une organisation participative et efficace

B i l t z a r n a g u s i a

Zbkia

ZA  
BAL  
TZEN

TXI 2026

DOKUMENTAZIO  
ZENTROA

I LAB

25 urte lanean

# LE PAYS BASQUE, NATION DE TOUS ET POUR TOUS

## 1 – INTERNATIONAL

### **L'ultralibéralisme**

L'ultralibéralisme qui continue de progresser aggrave le niveau d'exploitation, la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'insécurité internationale... c'est le responsable de gros problèmes auxquels s'affronte la communauté internationale : énergie nucléaire, croissance démographique, pauvreté, augmentation des désastres naturels, dégradation de la planète...

La révolution technologique qui a beaucoup modifié les variantes de la confrontation de classes a été l'objet d'une perverse utilisation par les pouvoirs économique-financier auteurs d'une véritable dictature politique et économique.

Les courants néo libéraux continuent d'étendre leur influence politique et économique, accélérant la globalisation qui accentue les inégalités économiques et sociales. Dans ce contexte surgit le projet d'établir un Accord Multilatéral d'Investissements qui serait un organe contrôlé par les multinationales et les états les plus puissants pour l'expansion des corporations transnationales.

La globalisation vient aggraver les inégalités économiques et sociales d'une part, d'autre part elle conditionne de façon déterminante le rôle et la fonction des états actuels qui, face à leur perte de compétences économiques et politiques, réagissent en impulsant des comportements ultranationalistes.

L'Union Européenne se développe uniquement en fonction d'intérêts financiers. Médiatisé par les courants politico-financiers, elle se construit sur un énorme déficit de participation et de crédibilité démocratique tournant le dos à toute alternative de convergence et de justice sociale.

### **La social démocratie n'est pas une alternative**

La social démocratie (3ème voie entre capitalisme et communisme) ne se pose pas comme une alternative pour les travailleurs au contraire, elle représente une progressive contamination ultralibérale qui renforce la tendance des groupes financiers et économiques.

### **L'Union Européenne**

Le processus de convergence économique et monétaire qui caractérise l'Union Européenne est médiatisé par le processus de globalisation. Il met en évidence l'existence d'un Nord et d'un Sud dans l'Union elle même concernant la politique sociale car la convergence est uniquement guidée par les intérêts des pouvoirs financiers et économiques.

La position de l'UE face au droit et aux processus d'Autodétermination est contradictoire, Europe de l'Est /Ouest (nous mêmes, Lituanie, Estonie, Tchéquie ...). Fondamentalement, elle est médiatisée par l'analyse réalisée à partir des intérêts politiques et économiques qui se nichent dans le processus de globalisation.

Alliance entre le nationalisme de certains états et les intérêts de l'ultralibéralisme, base de l'arbitraire pour accepter des droits démocratiques, droit d'Autodétermination.

Pour LAB les peuples européens doivent jouir d'une pleine reconnaissance économique et politique et être des agents actifs du processus de construction européenne.

### **Syndicalisme Européen**

En position de faiblesse et sans initiative. Rôle secondaire dans la convergence européenne.

Les syndicats internationaux ont subi de grands changements ces dernières années pour s'adapter à l'évolution de la situation politique et économique mondiale. Situation dans laquelle la différenciation idéologique diminue et où la nécessité de collaboration augmente.

FSM / Fédération Syndicale Mondiale.

CIOSL / Confédération Internationale des Syndicats Libres.

CMT / Confédération Mondiale du Travail.

### **Position de LAB**

Opter pour constituer un modèle de relations internationales basées sur la souveraineté, la solidarité et la coopération entre les peuples. Les peuples ne doivent pas céder leur souveraineté politique et économique aux centres de pouvoir international.

Engager un processus de démarches pour encourager notre présence et notre participation dans les différents forums syndicaux internationaux.

Impulser des relations stables entre les organisations syndicales européennes des nations sans état.

## 2 – LE PAYS BASQUE

### **Introduction**

Le contexte sociopolitique que vit le Pays Basque est conditionné par l'importance historique du moment que nous vivons et par la nécessité de rassembler les volontés et les efforts pour parvenir à un scénario de liberté et de souveraineté qui garantisse la survie de notre pays avec sa personnalité institutionnelle, économique, sociale et culturelle propre.

Dans une telle situation, la participation résolue de tous les secteurs progressistes de la société est nécessaire, c'est la clef pour parer aux postures antidémocratiques imposées par les deux Etats voisins.

Nous avons maintenant la possibilité de vertébrer un projet politique convergeant dans ses contenus structurels, de poser des bases solides pour le libre exercice de la volonté des citoyens basques.

Le syndicalisme basque doit assumer des engagements envers des éléments clefs de cette conjoncture historique : Lizarra-Garazi, structuration du Pays Basque et d'un nouveau cadre juridique et politique. Les revendications socio économiques doivent être liées avec l'avancée du processus politique engagé.

### **2.1.- Bilan et contexte politique**

#### **Fin d'un cycle**

Il est caractérisé par les éléments suivants :

Confrontation de deux stratégies : nationalistes espagnols face à des secteurs patriotiques et progressistes qui voulons construire un Pays Basque sans autre limitation que celle décidée librement et démocratiquement par ses citoyens et citoyennes.

Processus de collaboration et initiatives conjointes avec ELA : référence sur le terrain politique, Cadre Basque de Relations dans le monde du Travail, Jour de la Patrie en 1995 et 1998...

Alternative Démocratique, renouvellement de l'offre politique de ETA concernant une solution démocratique du conflit ce qui suppose un important point d'inflexion politique.

Processus de paix en Irlande, accord de Stormont et projection au Pays Basque.

Collaboration institutionnelle au Parlement de la Communauté Autonome de Gasteiz/Vitoria, enclave de Trebiño, Loi sur le Sport, articulation d'une nouvelle majorité.

### **Accord de Lizarra-Garazi et cessez le feu de ETA.**

Lizarra-Garazi est le premier point d'inflexion politique dans le conflit basque. Cet Accord constate la nature politique du conflit et propose des voies de résolution, il pose clairement la clef de la solution : le respect de la volonté des citoyens basques, c'est à dire la reconnaissance effective du Droit à l'Autodétermination.

L'Accord de Lizarra-Garazi et l'initiative politique annoncée dans son communiqué de déclaration de cessez le feu inconditionnelle et indéfinie par ETA ouvrent les portes d'une nouvelle phase politique.

### **Vers un nouveau processus constituant à partir de l'exercice de la souveraineté.**

Il est indispensable d'établir une interrelation entre processus démocratique et processus de construction politique institutionnelle d'un Pays Basque souverain.

Pour LAB, la clef d'une stratégie souverainiste est d'exercer, depuis le début, des actes Souverains dans le processus de construction national.

### **Le syndicalisme basque dans cette fin de cycle**

Le syndicalisme basque a joué un rôle important dans la lutte pour parvenir au respect des droits démocratiques qui reviennent au Pays Basque.

L'action conjointe menée dans ce sens entre LAB, ELA, EHNE, ELB, ESK, STEE et HIRU dans la défense des droits des prisonniers, dans l'impulsion de l'Accord de Lizarra-Garazi et dans la riposte à la répression des deux Etats a démontré l'engagement ferme de la vaste majorité du syndicalisme, en faveur d'un avenir de paix et de démocratie pour le Pays Basque. Objectif partagé par la grande majorité des travailleurs.

La grève générale du 21 mai 1999 et le précédent arrêt de travail partiel d'avril 1998, démontrent la volonté du syndicalisme basque d'être un acteur dans les revendications économiques et sociales : 35 heures et salaire social, sortant de sa dépendance posée par un modèle syndical comme celui de CCOO-UGT, complètement inféodé au système et opposé aux revendications démocratiques du Pays Basque et d'autres peuples.

Cela a été la première grève générale avec un contenu socio-économique réalisée au Pays Basque Sud à l'initiative du syndicalisme basque, elle aura permis de démontrer notre détermination pour pratiquer la solidarité de classe à partir de la conception d'un Pays Basque cadre spécifique de lutte et de revendication pour les travailleurs basques.

## **2.2.- Caractérisation de cette phase du processus.**

### **Conceptualisation de cette phase politique.**

Nous vivons un processus dans lequel à partir d'un exposé tactique, une alliance intervient, collaboration inter classes pour gagner un espace de liberté et de souveraineté qui permette de développer une stratégie de construction nationale et sociale.

La Gauche Patriotique doit, dans cette conjoncture, déterminer une proposition politique et d'organisation qui, en accumulant les forces patriotiques et de gauche, devienne l'acteur du processus de construction national et social.

### **Clefs de ce processus de transition**

Le protagonisme et l'initiative permanente des forces politiques et syndicales basques pour déterminer et mettre en pratique le processus constituant.

Articuler une majorité politique, syndicale et sociale ayant la capacité de proposition et de confrontation démocratique qui mette en évidence le déficit démocratique des deux Etats voisins.

L'articulation se fera : à partir de l'engagement et de la fermeté des principes politiques, depuis l'activité institutionnelle et la mobilisation sociale, jusqu'à la désobéissance et l'insoumission.

LAB participera activement au pari démocratique de Lizarra-Garazi, LAB impulsera avec vigueur le processus constituant et continuera à répondre aux revendications de la classe des travailleurs basques.

### **Le processus et la territorialité basque**

Dispersion de l'acteur national basque, accentuée par la division administrative du Pays Basque.

Conception homogénéisatrice et centraliste de la Gauche Patriotique concernant la vertébration interne du Pays Basque. On n'a pas riposté au discours régionaliste anti basque.

La détermination et la reconnaissance du sujet national basque est une question vitale qui donne tout son sens à l'exercice de la volonté des citoyens du Pays Basque.

La constitution de Udalbiltza (Assemblée des Communes) suppose un grand pas en avant pour nous situer correctement dans la stratégie à suivre pour construire un nouveau processus constituant pour tout le Pays Basque.

## **3. - INDEPENDANCE : UNE ALTERNATIVE POUR UNE DEMOCRATIE POLITIQUE ET SOCIALE.**

### **Introduction**

LAB a fixé les objectifs de la libération nationale dans l'indépendance et les objectifs de libération sociale dans le socialisme.

LAB considère indispensable la création d'institutions souveraines qui constituent un Etat basque qui garantisse, dans le contexte de l'Union Européenne, la démocratie, la justice sociale et la défense des travailleurs.

### **3.1- Les Etats actuels**

#### **Rappels historiques. Cadre supranationaux et éclosion nationaliste.**

L'effet de la globalisation est ambivalent car si d'une part, il rassemble au niveau économique, d'une autre il affaiblit les identités des Etats- nations centralistes qui sont remises en cause et qui ont besoin d'une profonde restructuration.

L'existence de cadre supranationaux économiques représenté en Europe par l'Union Européenne amplifie le niveau de contradictions internes dans les Etats centralistes dont les fonctions et l'argumentation idéologique s'estompent et perdent du poids.

### **3.2.- L'indépendance dans un cadre politico économique indépendant**

L'acceptation et le soutien a la nécessité d'interrelation économique avec les autres nations et pays d'Europe, l'indépendance du Pays Basque hors de toute vocation autarcique et isolationniste à partir de ses ressources propres, représente un actif positif pour organiser une gestion collective démocratique et pour avancer vers un modèle social alternatif.

Face aux tendances de concentration et de centralisation économique, mais aussi face à l'impulsion de dynamiques régulatrices dans les relations économiques et sociales, la revendication indépendantiste est un capital pour la cohésion et la solidarité sociale.

### **3.3.- L'Etat basque : une alternative pour le Pays Basque**

LAB considère que nationalisme émancipateur et internationalisme ne sont pas des concepts contradictoires mais complémentaires et que construire sa propre nation, être solidaire avec d'autres pays et plus particulièrement avec les travailleurs et les secteurs les

plus opprimés fait partie de la tradition de la Gauche Patriotique.

LAB considère que face aux tendances qui prônent la dérégulation des relations du travail et l'individualisation de la société, la cohésion sociale du nationalisme permet de mieux articuler la confrontation et la solidarité de classe. Dans ce sens, nous pensons que l'existence d'un syndicalisme patriotique vigoureux et combattant au Pays Basque en est le meilleur exemple.

L'indépendance est une revendication qui apporte une valeur au fonctionnement démocratique, à la solidarité et l'universalité.

Associé à la vertébration d'espaces supranationaux économiques et politiques, le développement de réalités nationales est un facteur de stabilité, d'approfondissement de la démocratie et d'une meilleure cohésion et de solidarité sociale.

La création de l'Etat basque doit servir à amplifier et à approfondir nos relations économiques et culturelles avec les peuples des Etats espagnol et français.

La souveraineté basque et un possible Etat basque ne se construisent pas contre quelqu'un, c'est une alternative qui approfondit la démocratie et la normalité dans les relations entre communautés différenciées qui ont beaucoup de choses à partager.

### **3.4.- L'indépendance du Pays Basque : une alternative à vertébrer et à gagner démocratiquement dans la société basque**

Le mouvement indépendantiste doit obtenir l'adhésion majoritaire au Pays Basque. C'est une des conditions pour légitimer le projet indépendantiste et de libération sociale pour le Pays Basque.

Ce pari en faveur de méthodes démocratiques a besoin d'un espace démocratique préalable de confrontation d'idées et de projets politiques. Espace démocratique qui doit se constituer dans le respect, sans ingérence, sans aucune hypothèque des Etats espagnol et français, sur la volonté des citoyens basques. C'est une question déterminante pour mettre fin au conflit politique violent dont continue de souffrir le Pays Basque.

Le projet indépendantiste que nous proposons part d'un postulat démocratique aussi bien dans la forme de comprendre le sujet politique de l'Autodétermination, c'est à dire tous ceux et celles qui travaillent et vivent au Pays Basque, que dans le respect des particularités linguistiques et culturelles présentes dans la société et provenant d'autres nationalités de l'Etat espagnol. Cela veut dire que nous ne considérons pas l'identité nationale comme une idéologie d'exclusion xénophobe, mais comme intégratrice et multi culturelle dans un projet commun de souveraineté politique pour le Pays Basque.

L'indépendance doit être la conséquence d'un processus de construction national dans lequel une majorité d'hommes et de femmes du Pays Basque exerçant la souveraineté va vertébrer majoritairement cette option indépendantiste.

## **4. - NOUVEAU CADRE JURIDIQUE ET POLITIQUE – DEMOCRATIE ET SOUVERAINETE.**

### **4.1.- Réflexion globale.**

Le Pays Basque vit un moment historique d'une grande importance que nous devons tous et toutes intérioriser et projeter pour faire que les citoyens de notre pays récupèrent leur capacité d'organisation et de décision au niveau politique, économique, social et culturel.

La lutte pour la reconnaissance et l'exercice du Droit à l'Autodétermination pour la souveraineté basque est synonyme de lutte pour la démocratie et de stabilité politique dans nos relations et la coopération avec d'autres peuples ou cadres supranationaux.

Lorsqu'à partir de la pluralité basque, on souhaite construire, tous ensemble, l'avenir politique, économique et social de notre pays notre attitude est et doit être positive et simple : cela est évident entre tous ceux vivons et travaillons au Pays Basque sans ingérences extérieures contraires à la volonté des citoyens.

Pour LAB le cadre de décision n'est pas quelque chose à consensus avec ceux qui le refusent, c'est la condition préalable pour que n'importe quel consensus postérieur se produise dans des conditions d'égalité.

Face à la complexité du processus et aux attitudes de provocation et tentatives de conditionnement, il sera déterminant d'articuler et d'activer une majorité sociale. C'est l'ensemble de la société basque qui doit blinder le processus politique.

### **4.2.- Scénario de démocratie.**

La fin du conflit entre le Pays basque et les Etats espagnol et français et la création d'un contexte de stabilité politique, économique et social sera seulement possible à partir de la reconnaissance de la réalité nationale basque et du respect, sans ingérence aucune, de la libre volonté des citoyens basques.

Tout cadre de résolution devra naître des contenus de base de l'Accord de Lizarra-Garazi :

- a) reconnaissance de l'existence d'un conflit historique à caractère politique,
- b) dialogue et négociation, seules voies de solution au conflit,
- c) accord définitif et strictement démocratique, respect de la décision du Pays Basque.

### **4.3.- Pour un nouveau cadre juridique et politique pour le Pays Basque.**

#### **Territorialité.**

Le nouveau cadre juridique et politique doit signifier une offre politique pour les six territoires du Pays Basque devant prévoir un modèle concret de vertébration institutionnel qui prenne en compte la réalité plurielle sur le plan politique, social et culturel à partir d'une position positive, en intégrant les spécificités internes.

Dans la phase de transition, Udalbiltza (Assemblée des communes) se doit de jouer un rôle important pour mettre en marche ce processus constituant et impulser son extension et sa consolidation.

#### **Contenus socio économiques.**

La configuration d'un nouveau cadre juridique et politique, basé sur la souveraineté, doit doter les institutions basques de capacité en matière économique et sociale pour une réelle et effective construction équilibrée de notre société.

#### **a) Cadre Basque de Relations dans le monde du Travail et Protection sociale (MVRL).**

Le MVRL d'une revendication générique, le MVRL doit se concrétiser par des contenus, des instruments et d'une capacité devant permettre au syndicalisme basque d'être le protagoniste d'un changement social progressiste au Pays Basque.

Nous revendiquons un espace de souveraineté et de pouvoir politique en matière sociale et d'emploi pour répondre aux problèmes et aux revendications des travailleurs basques ; chômage, précarité, salaire social etc...

Dans ce but, le MVRL que nous exigeons s'appuie sur la capacité législative en matière d'emploi et de protection sociale, il s'appuie aussi sur la constitution d'un Service Public de l'Emploi et sur la mise en route d'une Sécurité Sociale basque.

### **b) Espace socio économique basque (ESEV).**

La configuration de l'ESEV dans l'actuel contexte de relations internationales, est l'unique moyen de pouvoir consolider un modèle de développement propre, adapté à nos capacités et ressources qui puisse réellement servir à satisfaire les demandes de l'ensemble de la société basque.

Cet ESEV doit avoir le même niveau de compétence que celui dont disposent aujourd'hui les Etats de l'Union Européenne. Avec la capacité de décider de politiques économiques et sociales dans le cadre d'un projet de construction européen basé sur l'Europe des peuples et sur un modèle de relations internationales fondamentales dans la coopération et la solidarité et non sur une Europe insolidaire comme celle qui est en train de se faire.

Un ESEV qui puisse concilier l'initiative privée avec un secteur public basque garant de l'efficacité sociale du système et du développement équilibré sur le terrain social, sectoriel et territorial.

### **Caractéristiques du processus.**

La reconnaissance ou non de la volonté des citoyens basques ne doit pas conditionner le fait que le nouveau cadre juridique et politique soit opérationnel dans ce qui doit être un exercice effectif de souveraineté.

L'exercice de la souveraineté basque ne doit pas s'articuler seulement au moment du plébiscite, mais la société doit se vertébrer autour d'une solide majorité qui, à partir du respect des minorités, garantisse la cohésion sociale et fasse le pari en faveur d'un Etat basque.

L'alternative que LAB considère la plus adaptée est de s'acheminer vers un plébiscite ou une légitimation populaire, d'un cadre juridique et politique pour les six territoires du Pays Basque sur la base de la souveraineté, soutenu par une majorité politique, syndicale et sociale. Le contenu de ce cadre juridique et politique doit être décidé entre les organisations politiques, syndicales et sociales et ne pas être sujet à négociation avec les deux Etats.

Udalbiltza a ici un rôle important à jouer concernant l'acteur politique projeté par ce plébiscite.

### **Rythmes- Méthodes de lutte.**

Le facteur 'temps' doit être considéré comme un élément de plus, ce n'est pas le

plus important si les bases du processus se développent. L'interférence ou/et la position des deux Etats, la capacité de confrontation démocratique de la nouvelle majorité sociale, l'évolution de la corrélation de forces... sont variables et affectent le rythme du processus.

L'activation de méthodes pacifiques et démocratiques de lutte institutionnelle et sociale – en fait de toutes les énergies sociales- sera un facteur déterminant au moment d'impulser le processus et de sortir des schémas délégués, d'être des spectateurs ce qui limiterait considérablement la force réelle de cette majorité politique et sociale.

### **Nouveau cadre et modèle d'Etat.**

L'adaptation de ce nouveau cadre juridique et politique basé sur la souveraineté dans l'ordonnement juridique des Etats, est une question subsidiaire qui ne doit pas conditionner notre propre stratégie.

L'ouverture du débat pour savoir si la voie des 'droits historiques' ou l'articulation fédérale asymétrique de l'Etat, ou l'Etat confédéral ou de telle ou telle adaptation d'un nouveau cadre, ne doit pas provoquer un conditionnement ou une dispersion de nos positions ou de notre rythme.

### **Le processus constituant et la libération des prisonniers politiques basques.**

Les Etats espagnol et français prétendent intervenir dans le processus engagé dans le but de le déstabiliser ou de le détruire, en utilisant le collectif des prisonniers et des réfugiés comme otages du processus en marche.

Leur aveuglement à assumer la revendication 'les prisonniers au Pays Basque' doit être replacée dans cette stratégie. Les forces politiques et syndicales qui menons ce processus, devons riposter à cette attitude de manière conjointe sachant que la réponse à la stratégie de Madrid et de Paris concernant les prisonniers et les réfugiés fait partie de ce processus.

Même si ces derniers mois, la mobilisation sociale en faveur des prisonniers a connu d'importants moments, le moment est venu d'avancer des réponses institutionnelles et sociales, le moment est venu pour que les organisations politiques, syndicales et sociales assument des engagements de plus grande envergure et s'impliquent davantage.

Ce mouvement social doit s'enraciner et s'étendre dans les quartiers et les villages s'incluant dans la dynamisation politique générale pour aller de la revendication 'les prisonniers au Pays Basque' vers celle de 'libérez les prisonniers !'.

### **Le syndicalisme basque et le nouveau cadre.**

Le syndicalisme basque en général, et LAB en particulier, doivent être des sujets actifs du processus politique, ils doivent acquérir un protagonisme actif par leur capacité d'initiative concernant les aspects globaux du processus et plus particulièrement concernant les contenus qui doivent soutenir la construction sociale du Pays Basque.

Ces dernières années, conjointement avec ELA, nous avons acquis une référence dans la lutte collective du Pays Basque, dans le scénario pour mettre fin au conflit et dans l'ouverture d'une nouvelle phase constitutive.

Nous nous trouvons dans un moment d'une très grande importance pour la détermination des souhaits de la majorité patriotique et des travailleurs, les militants de LAB doivent assumer en plus des revendications sociales et concernant le travail, un engagement actif avec l'ensemble des secteurs politiques, syndicaux et sociaux pour conquérir la paix, la démocratie et la souveraineté pour le Pays Basque.

## STRATEGIE SYNDICALE. VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ DANS UN CADRE DE SOUVERAINETÉ

### 1. - SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DU PAYS BASQUE.

Ces dernières années nous sommes entrés dans une période de croissance économique qui, pourtant, n'occulte pas les problèmes structurels du tissu socio économique basque. Nous recensons ici les principaux problèmes rencontrés :

- Dépendance structurelle de l'économie basque concernant les décisions adoptées par les Etats espagnol et français.
- Phase de croissance économique dont on ne profite pas pour engager les changements structurels nécessaires pour donner une cohérence et une stabilité au tissu productif basque, ni pour engendrer des stratégies de répartition de la richesse et de la démocratisation des relations dans le monde du travail.
- La croissance économique se transforme dans sa majeure partie en bénéfice pour les entreprises.
- Perte et renoncement de leur leadership des gouvernements de Gasteiz/Vitoria et de Pampelune pour exercer un rôle de rassembleur du tissu économique et social basque.
- Décantation des actions institutionnelles en faveur de l'entreprise.
- Politique économique basée sur la compétition des prix au détriment de la déqualification de la force de travail.
- Réduction systématique des financements publics dans les services et les prestations sociales.
- Contre réforme fiscale favorable aux revenus les plus hauts et discrimination des revenus du travail par rapport aux revenus du capital.
- Réforme du monde du travail pour aggraver la dérégulation du marché du travail.

Ces constatations sont largement corroborées par les faits suivants :

- Aux époques de récession, la destruction d'emplois est massive, alors que dans un cycle d'expansion, seule une partie de la croissance de la productivité économique se transforme en emplois.
- L'emploi crée entre 1991 et 1998 suppose un accroissement de 26 à 31 % d'em-

plois temporaires.

- Le taux de chômage se trouve à cinq points de plus du taux de chômage de la moyenne européenne.

- L'inégale répartition du taux d'activité et de chômage atteint spécialement les femmes et les jeunes, sachant que le taux de chômage pour les femmes est le double de la moyenne européenne et que pour les jeunes il dépasse de 12 points cette même moyenne.

- En 1998, les contrats à durée indéterminée représentent seulement 85% des emplois créés.

- 79,3% des contrats temporaires à durée déterminée ne dépassent pas les trois mois.

- 27% des embauches temporaires se font par le biais d'entreprises de travail temporaire.

- Le nombre d'accidents de travail est directement lié à la précarité. En 1997, pour 1000 travailleurs se produisent 53,3 accidents de personnels fixes et 108,9 de personnels temporaires.

- Seulement 30% des personnes au chômage bénéficient d'un type de prestation en 1998.

## 2. - SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER BASQUE.

### **Réflexion générale. Evolution du syndicalisme.**

Les mesures sociales et du travail adoptées ces dernières années ne supposent pas seulement une attaque contre les conditions de travail des travailleurs, la stratégie néolibérale a aggravé la dévotébration du sujet de classe avec les conséquences qui s'en suivent pour le syndicalisme, par la dérégulation du travail, l'individualisation des relations dans le travail et l'aggravation de la précarité et de l'exclusion sociale.

Face à une telle agression, les possibilités d'agir par la négociation collective sont très limitées et il faut une intervention syndicale offensive d'importance aussi bien dans la stratégie confédérale que lors d'intervention sectorielle ou territoriale.

Lors de notre 4ème congrès pour riposter à cette offensive nous avons proposé de :

- Rompre l'inertie syndicale tendant à gérer la situation sans ouvrir de nouvelles

voies d'action syndicale,

- Articuler une réponse de conscientisation et de mobilisation au Pays Basque en rompant les amarres avec l'inopérant modèle syndical majoritaire de l'Etat espagnol,

Poser des axes clairs et concrets d'Action Syndicale concernant deux revendications de base du mouvement ouvrier basque, la création d'emplois et le partage de la richesse et du travail.

Nous analysons positivement les résultats obtenus car nous avons réussi à faire des pas importants pour rendre offensive la majorité syndicale basque afin d'engendrer un nouveau scénario politique et syndical.

Dans ce contexte, pour les mobilisations organisées en faveur de la revendication du salaire social et de la réduction du temps de travail, il faut mentionner la grève générale du 21 mai 1999 et l'ouverture du spectre syndical à l'occasion de ces propositions.

Pourtant, nous avons seulement mis fin à une phase défensive et il reste beaucoup à faire pour que l'offensive syndicale prenne corps sur tous les terrains de l'intervention syndicale, depuis le centre de travail, à la dynamique sectorielle, territoriale et confédérale. L'incorporation de jeunes sur le marché de l'emploi doit être utilisée, par une intervention syndicale adaptée, à renforcer le mouvement syndical et donner un nouvel élan à cette stratégie.

Concernant les élections syndicales on constate la croissance de LAB et la consolidation de la majorité syndicale essentiellement constituée par LAB et ELA.

### **Bilan de Négociation Collective.**

Dans ce chapitre concernant la situation du mouvement ouvrier nous ajoutons un bilan inter congrès de Négociations Collectives dont nous signalons ci-dessous les aspects les plus significatifs :

Les possibilités de la Négociation Collective pour aborder les problèmes structurels des relations dans le travail sont très limitées aussi bien depuis la perspective du manque de niveau de compétence comme depuis les véritables possibilités de l'autonomie des parties pour qu'on puisse modifier les normes ou faire intervenir des changements substantiels concernant la politique du travail et la politique sociale.

Nous considérons cependant que des avancées se sont produites dans l'organisation et la préparation de la Négociation Collective qui n'auront pourtant pas eu l'effet souhaité.

té d'augmentation de la participation et de l'affiliation dans la dynamique revendicative.

Nous avons obtenu de rompre la tendance qui se manifestait de déléguer à d'autres intervenants notre rôle dans la Négociation Collective et l'Action Syndicale.

Les résultats présentent des nuances :

- La réduction de la durée du travail est nettement insuffisante : 2,45 h en 97/96, 2,57 h en 98/97 et 3,38 h en 99/98.
- Légère croissance du pouvoir d'achat, mais insuffisante.
- Prolifération de la double échelle des salaires.
- Risques croissants pour le Cadre Basque de Négociation Collective dans le secteur public.
- Améliorations relatives concernant la non utilisation des entreprises de travail temporaires et réduction de leurs possibilités.
- Valorisation positive des accords signés au Conseil des Relations du Travail de la CAPV concernant l'élimination des heures supplémentaires et pour le renouvellement du personnel.

### **3. - UNE ACTION SYNDICALE POUR LA CONSTRUCTION D'UN CADRE SOUVERRAIN.**

#### **Introduction.**

Offensive syndicale pour construire au Pays Basque une structure propre sans autres conditions que les accords entre organisations, syndicats, entreprises et les institutions.

Rôle central du syndicalisme basque dans les propositions, la participation et dans le développement du processus.

Exécution d'un plan concret dans ses contenus et délais à partir des décisions de la majorité sociale, syndicale et institutionnelle du Cadre Basque de Relations du monde du Travail et de l'Espace Socio Economique Basque.

#### **Contenus fondamentaux de notre action.**

La création du Cadre Basque de Relations dans le Travail et de l'Espace Socio

Economique Basque sont des instruments pour articuler la construction nationale mais sont aussi des axes d'intervention d'accumulation de forces pour dépasser l'actuel cadre juridique et politique, pour cela, l'un comme l'autre, doivent avoir un caractère social évident et leur objectif fondamental est d'obtenir la meilleure efficacité sociale du système économique et la satisfaction des demandes de la société basque.

Cette position détermine une plus grande implication du mouvement syndical dans les questions qui concernent ces deux terrains d'intervention.

### **Cadre Basque de Relations du Travail et Protection Sociale (MVRL).**

Avec les éléments suivants :

- Compétence législative entière,
- Engagement des pouvoirs publics dans cette stratégie,
- Création de l'Inem (Anpe) et de la Sécurité Sociale basques,
- Participation réelle des organisations syndicales dans la gestion,
- Cadre propre de Négociation Collective. Articulé et développé par le biais des accords nécessaires au niveau inter sectoriel, sectoriel et d'entreprises.

### **Espace Socio Economique Basque (ESEV).**

Il requiert au minimum :

- Un niveau de souveraineté au moins égal à celui détenu aujourd'hui par les états qui font partie de l'UE.
- Un puissant secteur public basque, référence fondamentale pour dessiner la politique économique et le modèle de développement.
- Un modèle de secteur public démocratique, transparent qui intègre la participation sociale décentralisée et avec des instruments efficaces d'intervention comme l'entreprise publique industrielle, un système financier public basque...
- Un modèle de secteur public qui, à travers la politique fiscale et budgétaire, conduise une véritable politique de redistribution des pensions, de protection sociale et de vertébration de la société basque.

Un nouveau secteur public basque capable d'impulser des politiques sectorielles propres et d'articuler autour de sa stratégie les flux économiques publics et privés. Un secteur public comme celui que nous préconisons engagé dans le projet de construction national, a besoin au minimum de plans sectoriels d'intervention dans les secteurs suivants

de l'économie :

Politique Industrielle. Il est indispensable d'élaborer un plan industriel négocié avec les agents sociaux et syndicaux pour l'ensemble du Pays Basque en créant des instruments adaptés comme l'entreprise publique industrielle et un modèle de diversification et de coordination sectoriel.

Système financier. Pour participer à l'articulation de la politique financière dans le cadre de l'UE, utilisant comme instrument la Banque Publique Basque et permettre une plus grande implication du secteur privé dans le développement de notre tissu productif et social.

Aménagement Territorial et Infrastructures. Objectifs clairs. Cohésion sociale et territoriale, coordination entre les divers plans sectoriels et territoriaux, donner la priorité à des actions en fonction de critères d'efficacité sociale, consommation optimum de l'énergie et impact sur l'environnement.

### **La solidarité dans l'Espace Socio Economique Basque.**

C'est un autre des objectifs centraux pour les prochaines années afin de provoquer un changement significatif dans le modèle de société.

Il doit être inclus dans le processus constituant basque par la reconnaissance, dans le processus des droits politiques, sociaux et des peuples pour consolider une réalité identitaire basque par la reconnaissance et l'exercice de ces droits.

Nous résumons ici les droits sociaux comme par exemple le droit qui correspond à chaque citoyen de disposer de conditions de vie dignes dont la contrepartie est la contribution au moyen du travail à l'amélioration de la société.

Objectif, ordonner la disposition des ressources pour rendre effectifs les objectifs signalés.

### **Système Basque de Santé.**

Création d'un espace socio sanitaire basque dont la charpente sera le système sanitaire public et dans le cadre duquel s'articulent les politiques sanitaires, disponibilités des ressources etc...

## **Systeme éducatif Basque.**

Espace éducatif basque et école nationale basque. Universalisation de l'accès à l'enseignement, élimination des situations de discrimination par la reconnaissance de la diversité et de la différence.

## **4. - UNE ACTION SYNDICALE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ BASQUE.**

La reconnaissance des droits sociaux est décisif pour le changement du modèle de société, cette clef se matérialise par des politiques actives concernant les éléments suivants :

### **Une société basque du plein emploi.**

Concept de travail dans les paramètres du concept du travail joint à l'activité sociale nécessaire.

Politiques actives de création d'emploi et de répartition du temps de travail.

Réduction de la durée du travail par un Accord cadre ou un accord inter sectoriel présentant les éléments suivants :

- Réduction dans tous les secteurs, toutes les entreprises et fixation immédiate de la durée du travail hebdomadaire à 35 heures,
- Efficacité normative de l'accord,
- Fixation des critères généraux d'application de la Réduction du Temps de Travail,
- Développement postérieur sur le terrain de la négociation sectorielle et d'entreprises concernant l'organisation de la journée de travail et la création d'emploi.
- Etablir les bases pour que l'administration accompagne le processus.
- Impulser les commissions locales d'emploi comme des instruments de développement local et création de postes de travail d'intérêt social.

### **Emploi stable et de qualité.**

La lutte contre la précarité et la déqualification de la force de travail n'est pas seulement une revendication syndicale, c'est l'option la plus réaliste pour donner forme à un modèle productif basque de cohésion et de stabilité.

La Réduction du Temps de Travail ne peut donc être un instrument de dérégulation

des relations du travail, des disponibilités horaires ou de l'accroissement des niveaux d'exploitation.

Formation Professionnelle. Posée comme élément stratégique pour le développement du tissu productif, la qualification de la force de travail et la démocratisation des relations dans le travail.

Santé dans le travail. Analysée comme le résultat négatif du modèle de relations établi, un modèle qui répercute les coûts physiques et psychologiques sur les travailleurs et qui ne peut être abordé par des thérapies réparatrices mais préventives et à partir de changements profonds des relations du travail qui font de la santé dans le monde du travail un simple facteur de risques dont le coût s'éternise.

### **Un modèle solidaire de la société basque.**

A court terme, le salaire social sera la partie fondamentale de la revendication du partage de la richesse.

A LAB, nous défendons un salaire social ou pension de base, comme un droit individuel à disposer d'une source de revenus qui garantisse une vie digne face à l'impossibilité de disposer d'un travail rétribué.

Nous proposons que la Charte des Droits Sociaux du Pays Basque soit approuvée et que l'on prévoie les budgets qui en feront une réalité.

Il ne nous convient pas d'attendre que la Charte soit approuvée par les différents parlements et nous demandons avec urgence l'attribution de ressources pour éliminer les 7 points de différence du PIB qui nous sépare de la moyenne européenne.

Mobilisation sociale comme seul instrument valable à court terme pour continuer à défendre la Réduction du Temps de Travail et le Salaire Social.

Le Salaire Social doit être une prestation articulée à l'intérieur du système public basque que nous voulons, il faut disposer de la PLEINE CAPACITE NORMINATIVE et de gestion de la Sécurité Sociale et avoir la volonté politique d'arracher à l'Etat une compétence à laquelle il s'accroche sans arguments, comme s'il s'agissait là de l'unité politique et économique de l'Etat espagnol.

### Exclusion et Action Syndicale.

Dans et hors du monde du travail.

La lutte contre l'exclusion requiert l'implication de la totalité du mouvement ouvrier

basque et des citoyens en général. Ce n'est pas un problème que les exclus doivent résoudre, mais ils doivent y prendre une part décisive.

Nous n'avons pas été capables d'accomplir les promesses faites avec la création de LAB-Langabetuak (sans emploi) cela ne signifie pas que nous n'ayons pas une ligne d'action concernant l'exclusion.

- Partager et coordonner des stratégies avec les mouvements sociaux qui luttent contre l'exclusion.

- Intégrer dans la dynamique de l'action syndicale ordinaire les revendications propres et incorporer dans nos cadres d'organisations habituels des personnes qui subissent directement ces conditions.

- Homogénéiser notre intervention auprès des affiliés qui travaillent sur le terrain de l'exclusion en mettant en oeuvre les mesures que nous considérons adaptées à chaque cas.

## 5. - MODELE D'ACTION SYNDICALE.

### **Caractéristiques générales.**

Action syndicale revendicative radicale,

Action syndicale solidaire,

Action syndicale de base,

Le syndicat est un instrument au service des travailleurs,

Le syndicat est un instrument pour démocratiser les relations dans le travail,

La formation syndicale, une stratégie de qualification.

### **Une action syndicale qui vertèbre le Mouvement Ouvrier Basque.**

Rôle des secteurs, secteur de la femme, de la jeunesse, des pensions, autonomes.

### **Stratégie de Négociation Collective.**

Réduction de la durée de travail,

Amélioration du pouvoir d'achat des salariés,

Application d'accords du Conseil de Relations du Travail,

Lutte contre la précarité, entreprise intérimaires.

### **Action syndicale à partir de la perspective concernant le genre.**

Confrontation syndicale face à la discrimination,  
L'exclusion du travail pour des raisons de genre et l'intervention syndicale dans et hors du marché du travail.

Partage de la richesse et du travail de façon égalitaire,

Salaire social comme droit individuel,

Réduction du temps de travail qui ne doit pas se faire au prix de l'emploi des femmes.

### **Jeunesse et action syndicale.**

Nécessité d'incorporer les jeunes au mouvement syndical,

Engagement global concernant les conditions de travail de la jeunesse.

### **Economie sociale.**

Nécessité de l'intervention syndicale. Axe d'action, la section syndicale, profiter de la structure coopérative pour développer l'action syndicale.

### **Action syndicale et normalisation linguistique.**

La langue basque comme élément de valorisation de la force de travail et du produit,

Plan stratégique d'action dans le monde du travail,

Créer un organe de planification, de gestion et d'évaluation des différentes politiques,

L'incorporer au plan de formation professionnel.

## **6.- UNITE D'ACTION SYNDICALE**

Fondements :

Syntonie et objectifs d'action syndicale partagés au Pays Basque. Réalité ouverte.

L'expérience des années écoulées nous apprend que le centre de l'unité d'action syndicale est la relation maintenue entre LAB et ELA, relation ouverte aux autres.

L'unité d'action syndicale de LAB et ELA est fondamentale pour le projet de construction national.

Dans ces conditions, l'unité d'action est un actif stratégique pour le mouvement ouvrier basque.

Obtenir le MRVL et l'ESEV, requiert l'approfondissement de l'unité d'action de l'action syndicale.

La capacité de proposition, d'interlocution et de lutte du mouvement ouvrier basque sont conditionnées par l'évolution positive de l'unité d'action syndicale.

# UNE ORGANISATION PARTICIPATIVE ET EFFICACE

## **Organes de direction confédéraux.**

### **Biltzar Nagusia (Congrès):**

C'est l'organe de direction du syndicat, il est composé de 500 membres. Il détermine et approuve les lignes générales d'action du syndicat.

### **Biltzar Nazionala (Assemblée Nationale) :**

C'est l'organe de direction du Congrès, elle est composée par 120 membres (maximum 125) désignés.

### **Komite Nazionala (Comité National) :**

C'est l'organe de direction de l'Assemblée Nationale, composé de 39 personnes, il représente officiellement les syndicats devant les instances de tous types.

#### - Responsables confédéraux(13).

- secrétaire général,
- secrétaire à l'action syndicale, politique et sociale,
- secrétaire à la Négociation Collective,
- secrétaire à la communication,
- secrétaire aux finances, aux infrastructures et ressources humaines,
- secrétaire au secteur socio économique,
- secrétaire technique et juridique,
- secrétaire secteur femmes,
- secrétaire secteur jeunes,
- secrétaire relations internationales,
- secrétaire à la formation,
- secrétaire à la coordination interne,
- secrétaire à l'organisation.

#### -secrétaires de secteurs (9) :

- Construction, Bois, Verre, Céramique...
- Chimie, Energie, Textile, Papier, Arts graphiques etc...

- Sidéro métallurgie.
- Commerce, Hôtellerie, Nettoyage...
- Transports, Télécommunications et Pêche.
- Financier, (Banques, Caisses Epargne, Assurances).
- Enseignement (Public, Privé, Ecoles en langue basque)
- Santé, (Public, Privé, Assistance Sociale...).
- Administrations Publiques (Locales, Autonomes, Centrales, Postes...)

#### Secrétaires de zones (17):

- Aiara (A)
- Errioxa Arabako Bailarak, Arabako Mendialdea. A)
- Gasteiz Lautada (A).
- Bilbao,
- Busturaldea (B).
- Durangaldea (B).
- Ezkerraldea Enkarterria (B)
- Hego Uribe Arratia (B)
- Ipar Uribe Txorierri (B)
- Debaldea (G)
- Donostia Hernani (G)
- Kosta Urola (G)
- Oarso Bidassoa (G)
- Tolosa Goierri (G)
- Eriberra Erdialdea (N)
- Iruñea Iruntzu Baztan (N)
- Sakana Larraun (N)

#### **Komite Exekutiboa (Comité Exécutif):**

Il est constitué par la totalité des Secrétaires Confédéraux du Comité National (13 personnes). C'est l'organe de direction responsable de dynamiser le Comité National et de garantir la mise en œuvre des décisions et orientations de bases adoptées par les organes supérieurs. Par délégation du Comité National, il peut représenter officiellement le syndicat devant toutes les instances et pour des thèmes de tous types.

## **Structure territoriale, fonctions et composition.**

### **Secrétariat local.**

Le renforcement de cette structure est l'un des défis les plus importants après ce Congrès. Il doit acquérir un important niveau de référence et de légitimité au sein du syndicat. La planification et la définition correcte des objectifs dans chacune des zones vont être décisives pour le développement postérieur de l'organisation.

Cette structure intermédiaire doit devenir l'un des moteurs du syndicat. Les éléments qui conditionnent ce pari sont : la participation directe du Secrétariat Local au Comité National et l'intégration dans le Secrétariat Local des responsables de secteurs et autres branches existantes dans la zone. Sa composition sera la suivante :

- secrétaire local,
- secrétaire à l'assistance juridique,
- représentants sectoriels,
- représentants du secteur jeunesse,
- représentant du secteur femme,
- responsables des unions locales.

Le responsable socio économique de chaque zone participe au Secrétariat de zones où sa participation peut être la plus utile.

### **Unions locales.**

Nous projetons d'approcher le syndicat des conditions pour développer notre intervention socio politique. La création et la dynamique postérieure des unions locales est en relation directe avec la composition et les caractéristiques économiques, politiques et sociales de chaque zone.

L'existence des unions locales suppose que la présence du syndicat irradie sur l'ensemble de la société locale, leur travail principal étant de s'implanter sur tous les terrains.

Chaque Union Locale adaptera sa composition à la réalité du cadre local. Dans tous les cas l'équipe minimum de travail se composera de la manière suivante :

- Union locale, action syndicale et organisation,
- Représentant secteur jeunes,
- Représentant secteur femmes,
- Représentants des Sections Syndicales les plus importantes.

### **Assemblée des adhérents.**

## **Structure sectorielle, fonctions et composition.**

Il est proposé la création de 9 secteurs :

- Construction, Bois, Verre, Céramique...
- Chimie, Energie, Textile, Papier, Arts Graphiques...
- Sidéro métallurgie.
- Commerce, Hôtellerie, Nettoyage.
- Transports, Télécommunications et Pêche.
- Financier (Banque, caisses d'Epargne et Assurances).
- Enseignement (Public, Privé, Ecoles en Basque).
- Santé (Public, Privé, Assistance Sociale).
- Administrations Publiques (Locales, Autonomiques, Centrale, Poste).

### **Congrès de secteur :**

C'est l'organe maximum du secteur, il est chargé à partir des décisions confédérales d'adapter les interventions.

### **Comité National de Secteur :**

C'est l'organe de direction élu par le Congrès de secteur, il assumera le développement de l'organisation et l'intervention dans le secteur.

La présence du Secrétaire du Secteur au Comité National et des Secrétaires dans le secteur de zones dotent cet organe des clefs nécessaires pour une intervention intégrale depuis le secteur. La composition est la suivante :

- ceux qui composent le Comité Exécutif de Secteur,
- les représentants des Secteurs de zones.

### **Comité Exécutif de Secteur :**

La composition ici mentionnée est indicative, il conviendra d'établir la définitive en fonction de la réalité et des besoins déterminés dans chaque secteur :

- secrétariat du Secteur,
- responsables des Sous Secteurs,
- responsable du Secteur de la Négociation Collective,
- responsable de l'organisation,
- autres responsables.

### **Secrétariat des secteurs de zones :**

Sa composition flexible devra être en relation avec la spécificité et les niveaux d'implantation et de développement de chaque secteur dans les différentes zones que nous avons définies :

- responsable de l'organisation du secteur,
- responsables locaux du secteur,
- représentants des entreprises référantes dans le secteur.

### **Assemblée des adhérents du secteur.**

Section syndicale, elle est composée par tous les adhérents du centre de travail.

## **SECTEURS D'INTERVENTION.**

La caractérisation que nous faisons des secteurs du point de vue organisation est la réponse à l'actuelle fragmentation de la classe des travailleurs.

Nous plaçons les secteurs prioritaires de l'intervention dans des segments déterminés de la population présentant des difficultés supplémentaires pour leur incorporation dans le monde du travail –dans des conditions dignes- comme par exemple la jeunesse ou les femmes. Nous ne nous limitons pas pour autant à cela et nous devons continuer à faire des efforts pour développer des champs d'intervention dans d'autres secteurs : retraités, pensionnés, autonomes etc...

### **Assemblée Nationale ;**

- Comité Exécutif,
- Personnes qui participent dans les cadres territoriaux ou sectoriels.

### **Comité Exécutif :**

- Secrétaire de zone,
- Responsables Nationaux,
- Responsables de la Région.

## **ASSEMBLEES DES DELEGUES.**